



La santé pour tous, maintenant!
Mouvement Populaire pour la Santé

Observations sur « L'avenir du financement de l'OMS »

64^{ème} Assemblée mondiale de la santé (AMS), mai 2011

Cher délégué de l'AMS,

Le Mouvement Populaire pour la Santé (MPS) est un réseau mondial d'organisations et d'individus qui oeuvrent localement, nationalement et globalement dans plus de 80 pays pour « la santé pour tous ». Notre plate-forme s'articule autour de la [Charte Populaire pour la Santé](#) qui a été adoptée lors de la première Assemblée Populaire de la Santé, qui s'est tenue à Dacca, au Bangladesh, en décembre 2000. Plus d'infos à propos du MPS sur le site www.phmovement.org/fr

Le MPS désire que l'Organisation Mondiale de la Santé soit une organisation forte, convenablement financée qui puisse utiliser pleinement les pouvoirs que lui profère la Constitution et jouer un rôle important dans la gestion mondiale de la santé. Le MPS suit de très près le travail de l'OMS, en s'intéressant au travail des instances de l'OMS et de son secrétariat à tous les niveaux. Grâce à nos réseaux, nous disposons d'experts techniques et d'organisations locales qui sont spécialisés dans un grand nombre de questions qui vous seront présentées dans les prochains jours.

Cette dernière semaine, 30 membres du groupe de liaison MPS-OMS provenant de plus de 20 pays ont travaillé sur l'agenda de l'ASM avec l'aide d'experts de haut niveau en provenance de nombreux réseaux de collaboration et d'ONG. Cet atelier faisait partie de notre Initiative de Gestion de la Santé Mondiale (un projet commun du MPS, du Third World Network, de Health Action International, de Medicus Mundi International et de Medico International) qui intègre des tâches d'observation et de plaidoyer. Nous sommes particulièrement inquiets à propos du rapport du Directeur Général (DG) intitulé « L'avenir du financement de l'OMS : des réformes pour un avenir sain » (Doc. A64/4).

L'OMS est confrontée à une crise financière : programmes, projets et recrutement sont menacés d'être supprimés ; la domination des bailleurs de fonds a un terrible effet sur l'administration. L'OMS souffre également d'une crise d'identité et de légitimité ; son rôle et ses prérogatives se sont étiolés et ont été usurpés par la prolifération de nouveaux acteurs dans le domaine de la santé mondiale. Le manque d'efficacité au sein du processus organisationnel reste sans solution.

Ces crises se sont accumulées au cours des décennies. Elles reflètent également des questions sur le rôle de l'ONU, sur la souveraineté des États membres et sur le déficit démocratique de la gestion au niveau mondial.

Le fil conducteur des réformes annoncées dans le rapport du DG réside dans la crise financière où est plongée l'OMS même. Conformément aux exigences des donateurs, le rapport aborde les problèmes suivants : efficacité, efficience, réactivité, objectivité, transparence et responsabilité (A64/4, p.6). Toutefois, alors que le rapport suggère plusieurs grandes lignes directrices pour l'OMS, il n'exprime que peu de recommandations concrètes et offre une analyse inadéquate de la crise financière. Fait plus embarrassant encore, le document clé – le « plan détaillé de développement pour le programme de réformes » (A64/4, p. 6, note 2) – n'a pas été publié, à quelques jours de l'Assemblée. Réclamer l'application d'un plan général sans en révéler le moindre détail équivaut à demander aux États membres de signer un chèque en blanc.

Les activités fondamentales

Concentrer son attention sur les « activités fondamentales » pourrait bien se muer sur une restriction des prérogatives de l'OMS. Le DG a déclaré précédemment que certains secteurs clés du travail de l'OMS, y compris l'action sur les déterminants sociaux de la santé, les droits de l'homme et l'égalité des sexes doivent être « intégrés ». « Intégrer » est un euphémisme qui aboutira à une baisse d'intérêt, de capacité analytique et d'efforts. Il existe de puissants intérêts qui aimeraient voir l'OMS limitée à un rôle technocratique dans le contrôle des maladies transmissibles et de la « sécurité sanitaire », et écartée de problèmes tels que le développement économique, la justice et la paix, en dépit du fait que ce sont précisément les déterminants incontournables de la santé et qu'ils sont pleinement repris dans la Constitution de l'OMS.

L'efficacité organisationnelle

Il faut qu'il y ait une plus grande cohérence entre les niveaux national, régional et mondial de l'OMS. Mais le rapport ne dit rien des changements concrets que cela requiert. Les problèmes de responsabilité, de coordination et de gestion sont complexes et difficiles. Mais il est temps d'arrêter de parler d'efficacité organisationnelle et d'établir un agenda et d'appliquer de réelles réformes.

La gestion et la responsabilité

L'OMS n'a pas échappé à la nouvelle religion du financement basé sur les performances. Bien sûr, l'OMS devrait avoir des plans bien définis et être à même de se livrer à sa propre évaluation et à contrôler son impact, mais se soumettre à une forme étroite de gestion des performances pourrait saper son mandat, son autorité et son indépendance. Une grande partie de ce que fait l'OMS (rassembler, faciliter, diriger, défendre, coordonner et persuader) ne peut se mesurer au travers de résultats et d'indicateurs liés de façon simpliste à des performances. La gestion et le sens des responsabilités au sein de l'OMS requièrent une direction et des méthodes variées d'évaluation.

En tant qu'autorité de direction et de coordination du travail international autour de la santé, l'OMS devrait également jouer un rôle prépondérant dans la promotion de la responsabilité et de la transparence dans le fonctionnement et l'accomplissement de son mandat. Ceci devrait inclure un contrôle transparent et participatif de son mouvement vers la réalisation du « niveau de santé le plus élevé possible pour chaque être humain », y compris la contribution au « droit à l'information » pour chacun de ses constituants.

Les ressources humaines (RH)

Les objectifs des réformes devraient précéder les changements dans la politique, le planning et la gestion des RH. Cependant, le besoin de réduction précède et imprègne le processus des réformes. C'est une réponse directe à la crise financière de l'OMS, et non à l'obligation rationnelle de recrutement nécessaire à l'accomplissement de son mandat. Bien sûr, de nombreuses améliorations doivent être apportées aux systèmes de recrutement de l'OMS et à la gestion des RH, mais la preuve et la logique disant qu'il faut appuyer la réduction des effectifs principaux et de les remplacer par des équipes temporaires et des sous-traitants n'ont pas été mentionnées.

Le financement et la communication

Pour remplir son mandat, l'OMS a besoin d'un budget adéquat, prévisible et non lié à des obligations. L'état des finances de l'OMS est intenable : 18 % seulement des fonds de l'OMS proviennent des contributions obligatoires des Etats membres. Le reste est réuni via des flux multiples de donations volontaires, de subsides et de soutien en nature, dont une grande partie soumise à des conditions. Le fait que les contributions des pays soient pour une grande part volontaire nuit fortement à l'indépendance de l'organisation et se traduit par une grande inefficacité. Une dépendance accrue vis-à-vis d'institutions philanthropiques et autres sociétés privées entraîne de graves risques de voir se déformer encore plus les priorités de l'OMS.

Il est temps que la formule des contributions obligatoires soit revue et réajustée ; et il est temps d'instaurer un système honnête et adéquat de financement public de l'OMS. Nous proposons que les États membres s'engagent collectivement à augmenter leur contribution obligatoire de sorte que celle-ci atteigne 50% du budget global des cinq prochaines années.

Le rapport demande à l'OMS d'élargir sa base de ressources en s'appuyant sur les secteurs privé et commercial, mais il ne fait aucune mention de la façon dont son indépendance sera protégée, pas plus qu'il ne dit quoi que ce soit sur la gestion des conflits d'intérêt institutionnels. L'OMS devrait instaurer un plafond pour le montant des financements conditionnels provenant des sociétés privées. Un contrôle indépendant des relations avec les entreprises est requis si on veut empêcher ou dissuader que se nouent des relations peu sûres et inappropriées. Le financement des programmes de l'OMS par des sociétés et d'autres donateurs devrait être explicitement identifié sur le site Internet de l'OMS. Ces précautions pour prévenir la privatisation de l'OMS et la mainmise des sociétés privées sur l'élaboration de la politique devraient être bien explicitées avant de mettre au point une revitalisation du programme de récolte de fonds privés et provenant des sociétés.

L'efficacité de l'OMS au niveau national

L'efficacité au niveau des pays devrait être « une résultante clé des réformes ainsi qu'une priorité immédiate dans l'agenda du recadrage organisationnel ». L'OMS a un rôle dans la promotion de la coopération entre institutions, mais son rôle plus particulier consiste à favoriser l'accès aux témoignages, à l'information et à de meilleures pratiques dans les domaines des déterminants sociaux, de la collaboration intersectorielle, des soins de santé de première ligne, du renforcement du système de santé, du financement des soins de santé, dans l'utilisation rationnelle de médicaments et autres domaines problématiques. Que la chose s'effectue par le biais de représentants nationaux ou de bureaux régionaux, l'OMS devrait être responsable au niveau mondial, régional et national de l'efficacité de ses fonctions et de la protection de la santé publique.

La gestion de la santé mondiale

Il est essentiel que les réformes de l'OMS se situent dans le cadre des besoins de la population en matière de santé au lieu d'être centrées sur la crise financière. Ces trente dernières années, l'application d'une politique de la santé a été déformée par la pression des dettes odieuses, la défense de la propriété intellectuelle et la rationalisation d'une économie mondiale injuste. L'OMS doit dénoncer les choses telles qu'elles sont aux dirigeants.

Cette proposition de Forum Mondial de la Santé risque de promouvoir l'intérêt du secteur privé au détriment d'un processus basé directement sur les États membres. La raison et le besoin d'un tel forum n'ont pas été clairement expliqués et il n'y a pas eu de discussion sur la façon dont une telle proposition pourrait nuire ou développer le rôle et le mandat de l'OMS. L'OMS ne doit pas poursuivre des partenariats public-privé sans s'assurer d'avoir pris ses précautions par rapport à l'influence des entreprises privées sur l'élaboration de sa politique et par rapport à des conflits d'intérêts qui pourraient se révéler néfastes. Nous insistons pour que vous considériez les risques de ce projet et nous espérons que vous ne l'appuiez pas dans sa forme actuelle.